

L'épopée du gaz du bassin de Lacq : 60 ans d'histoire

A LA UNE / SUD OUEST ÉCO / Publié le 30/03/2017 à 9h36. Mis à jour le 03/04/2017 par **Marjorie Michel**.



▲ Le Bassin de Lacq en 2013 ©*THIERRY SUIRE*

Il y a 60 ans, le gaz jaillissait à Lacq, en Béarn. Après trois décennies d'exploitation à plein régime, la source est presque tarie. Retour sur l'aventure industrielle du bassin de Lacq

Des années de prospection pétrolière... pour trouver du gaz

Créé en 1925, l'**Office national des combustibles liquides** (ONCL) a pour objectif de rechercher en France et dans les colonies, des gisements pétrolifères exploitables. Dix ans après les résultats sont limités, l'unique gisement français se trouve en Alsace. En Aquitaine, deux études ont été menées en 1928 et 1936 mais sont peu encourageantes.

PUBLICITÉ

En 1937, **Paul Ramadier**, sous secrétaire d'Etat aux mines et combustibles liquides, veut relancer la prospection pétrolière en France. Les moyens alloués à la recherche sont plus importants et les méthodes de prospection évoluent : la géologie prend le pas sur les indices de surface. **Ces recherches aboutiront à la découverte du gisement de gaz de Saint-Marcet (Haute-Garonne) le 14 juillet 1939.** Cette découverte engendre une intensification de l'exploration en Aquitaine.

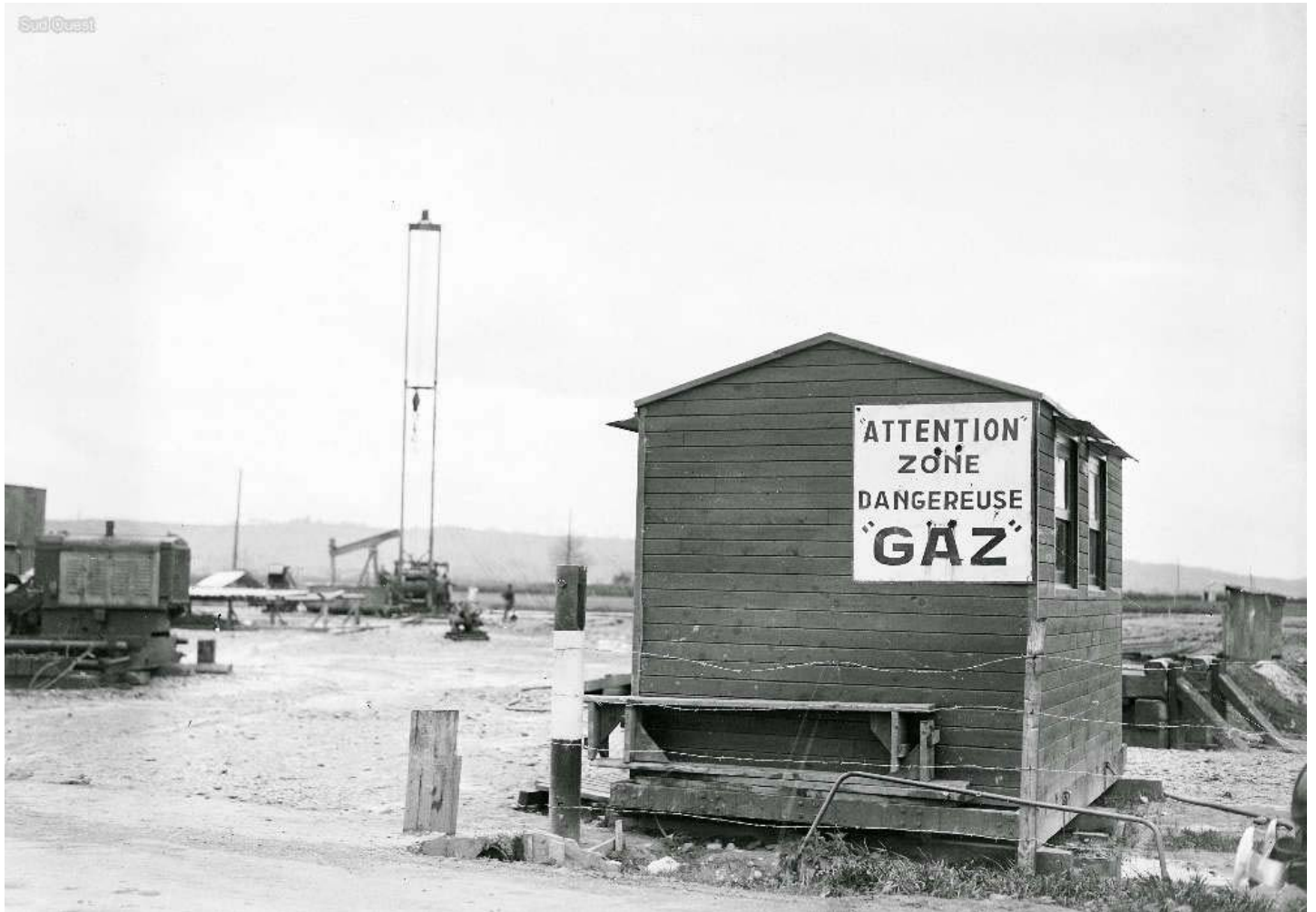
Le 10 novembre 1941, la Société Nationale des pétroles d'Aquitaine (SNPA) voit le jour. Après plusieurs années de forages, d'essais perturbés par la seconde guerre mondiale, le succès est au rendez-vous **en décembre 1949, le gisement d'huile de Lacq supérieur est découvert,** il est à 600 mètres de profondeur ce qui induit la présence d'autre chose. Les forages se poursuivent.



▲ Puits de pétrole à Lacq le 4 avril 1950 ©CRÉDIT PHOTO : ARCHIVES SUD OUEST

A 3450 mètres de profondeur du pétrole est enfin trouvé en faible quantité. Il est décidé de poser un casing, un tubage qui viendrait tapisser l'intérieur du puits pour préserver les couches poreuses

et éviter que le pétrole trouvé ou l'hypothétique gaz ne s'y répande.



▲ Le site de Lacq en 1950 ©CRÉDIT PHOTO : ARCHIVES SUD OUEST

L'opération est très coûteuse mais elle est tentée et **le 19 décembre 1951, à 3555 mètres le gaz jaillit brutalement** et une odeur d'œuf pourri, de l'hydrogène sulfuré, s'en dégage, un gaz toxique. Le problème c'est que personne n'arrive à maîtriser le geyser, les populations locales sont évacuées pour éviter tout risque d'intoxication. Il faudra faire appel à un spécialiste américain des accidents de puits, **Myron Kinley pour arriver à maîtriser l'éruption, le 30 janvier 1952**, mais le gaz continue de jaillir. Il faudra attendre le 24 février 1952 pour obturer le puits et le condamner.

Quand Myron Kinley repart il préconise :

“

“

« Oubliez ce champ de gaz, c'est une bombe... Rebouchez vos forages, semez-y de l'herbe et mettez-y des vaches à paître. »

Mais dans un pays en pleine reconstruction et à la recherche de son indépendance énergétique, il en est décidé autrement. Des recherches sur les métaux et des travaux d'appréciation du gisement

sont entrepris pour estimer la faisabilité du projet. En 1955, les réserves du gisement sont estimées à 150 milliards de m³, la décision est alors prise de construire une première unité de traitement pour rendre le gaz brut propre à la consommation. L'aventure industrielle peut alors commencer, **[l'exploitation démarre en 1957](#)** et ne cessera de se développer jusqu'à la fin des années 70 sous la bannière de la SNPA devenue par la suite SNEA.



▲ Le Bassin de Lacq en 1957 ©CRÉDIT PHOTO : LOUIS BACHOUÉ

On sait la source tarissable alors au début des années 1950 est mis en place le "**Franc du Sud-Ouest**". Le principe est simple, **pour chaque m³ de gaz extrait du réservoir, les Pétroles d'Aquitaine s'imposent le versement d'un franc dans une réserve financière**, une sorte de cagnotte, « un compte séquestre avant l'heure » dont les fonds sont investis en temps utile pour préparer l'après-gaz.

Appelé aussi franc minier ou sou du Sud-Ouest, **le "Franc du Sud-Ouest" est à l'origine de la création en 1972, du Bureau de développement économique (BDE)** sous l'impulsion de **[Jean Féger](#)** en lien avec les institutions locales et régionales. L'organisme a pour finalité le développement de l'économie des Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées, en marge de l'industrie du gaz dont les réserves finiront tôt ou tard par s'épuiser.

Le temps du pain blanc

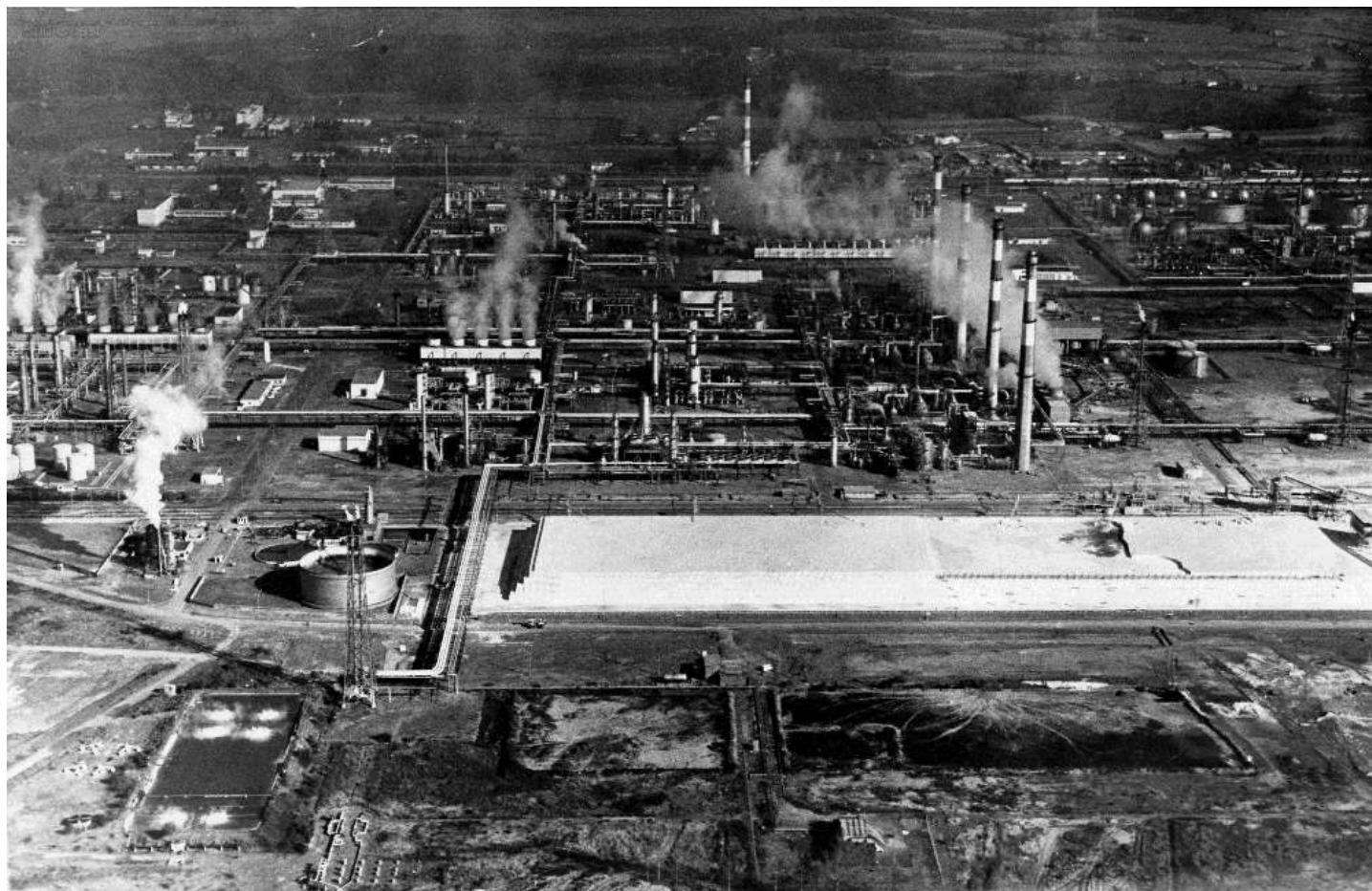
A la fin des années 50, l'agriculture est poussive sur les terres de Mourenx, les agriculteurs ne se firent pas prier pour vendre leurs parcelles à la Société civile immobilière de Lacq et de sa région. En 1957, les premiers coups de pioche sont donnés et en septembre 1957, première pierre de **Mourenx-ville** nouvelle est posée. Le 30 avril 1958, le bâtiment A est ouvert à la location, alors que le site est entièrement en chantier. Les appartements sont pris d'assaut, c'était une véritable foire d'empoigne, les logements sont attribués comme à la criée. **Le 20 mai 1958, Mourenx-ville nouvelle**, cité créée de toutes pièces et portée par le souffle du gisement de Lacq, est inaugurée, elle est bâtie pour loger les cadres et les employés du complexe de Lacq.



▲ Visite du général De Gaulle, alors président de la république, en février 1959 à Mourenx-ville nouvelle
©CRÉDIT PHOTO : LOUIS BACHOUÉ

En 1961, l'usine de Lacq tourne à plein régime et ses équipements montent en puissance. Elle atteint l'apogée du programme très ambitieux fixé à la SNPA par les pouvoirs publics, en extrayant

chaque jour 20 millions de mètres cubes de gaz. Des milliers d'emplois sont créés, attirant ingénieurs et techniciens de toute la France. Autour du gisement, se bâtit une nébuleuse d'unités de chimie lourde, toutes consommatrices de gaz ou de ses dérivés, et reliées entre elles par une chaîne de solidarités industrielles. Profitant de l'énergie et de l'hydrogène sulfuré dont le gaz de Lacq est particulièrement riche, **les grandes entreprises accourent**. EDF installe une centrale thermique à Artix, qui incite Péchiney à construire une usine d'électrolyse à Noguères. Rhône-Poulenc, Atochem, la Cofaz font du bassin de Lacq un site majeur de l'industrie chimique lourde. La sous-traitance emboîte le pas.



▲ Le Bassin de Lacq en décembre 1975 ©CRÉDIT PHOTO : LOUIS BACHOUÉ

Le début du déclin et de l'épuisement des ressources

Le déclin commence avec la réduction de la production de gaz à partir de 1983. Qui plus est, l'environnement énergétique international n'est plus le même, les hydrocarbures sont redevenus bon marché, le gaz de Lacq n'est plus foncièrement avantageux pour ses gros utilisateurs industriels. Le choc viendra deux ans plus tard avec **la fermeture de la centrale d'Artix**. Progressivement, tout ce qui tourne autour de Lacq s'étirole et disparaît. Les sociétés présentes sur le site préparent lentement l'épuisement des ressources minières en limitant la casse. L'horizon au milieu de la décennie s'assombrit singulièrement. En 1986, **Péchiney annonce l'arrêt**

probable de l'usine d'aluminium, confirmé en 1988 lorsque la société reporte ses ambitions sur Dunkerque.

Le groupe Elf-Aquitaine, par l'intermédiaire de ses différents outils d'intervention (le Bureau de développement économique et la Société de financement régional Elf-Aquitaine) participe activement au développement et à la diversification du tissu industriel local. En 1989, il nomme Alain Rousset, délégué à l'industrialisation auprès du préfet des Pyrénées-Atlantiques. Administrations, entreprises et acteurs économiques locaux travaillent de concert, un programme de reconversion industrielle est accepté par le FEDER (Fonds de développement régional de l'Europe) ce qui va permettre d'attirer et de renforcer des PME et revaloriser la formation. Le district de Lacq (seize communes) entreprend l'étude d'une voie de désenclavement et démarre via la SEPA (Société d'équipement des Pyrénées-Atlantiques) la construction du **parc Eurolacq, à Artix, destiné à des PME industrielles non chimiques et à des activités tertiaires.**

Le 7 novembre 1991, les cuves de Pechiney de Noguères s'éteignent définitivement sans qu'aucun des 600 salariés du site ne restent sur le carreau.



▲ L'usine Pechiney à Noguères en octobre 1991 ©CRÉDIT PHOTO : CHRISTIAN RIGABERT

En 1994, la Société nationale Elf Aquitaine est privatisée ainsi que la Société nationale de gaz du Sud-Ouest et devient GSO, Gaz du Sud-Ouest qui devient une filiale du nouveau groupe

TotalFinaElf.



▲ Manifestation contre la privatisation d'Elf Aquitaine à Pau en septembre 1993 ©CRÉDIT PHOTO : JEAN LOUIS BORDERIE

En juin 1995, les salariés d'Elf-Aquitaine manifestent pour faire part de leur inquiétude et réclament de l'Etat et du groupe Elf des investissements productifs sur le bassin d'emploi Pau-Lacq-Orthez.

Plusieurs initiatives sont mises en place avec en 1999, la création du groupe de travail APRES (**Abandon des puits et remise en état des sites**) puis en 2000 est créé le lotissement [Induslacq](#), dont le but est de favoriser l'implantation d'industriels en chimie fine. En 2001, c'est au tour du [groupe d'intérêt public Chemparc](#) d'être créé, il vise à favoriser l'implantation de nouvelles industries sur le bassin de Lacq.

La reconversion industrielle du site

Plusieurs autres pistes sont explorées pour la reconversion industrielle du site avec notamment le projet de production de bioéthanol porté par l'industriel espagnol [Abengoa](#). **Le feu vert est officiellement donné le 30 mai 2005**, le site de carburant vert va être implanté dans une zone de

forte maïsiculture. S'en suivra l'évacuation des aires à soufre et la réhabilitation de la zone dans la perspective de l'arrivée d'Abengoa dont **l'implantation sera effective en 2006 sur Induslacq.**



▲ L'usine Abengoa à Lacq en juin 2007 ©CRÉDIT PHOTO : GUILLAUME BONNAUD

En 2008, la programmation définitive du terme de l'exploitation est décidée, elle s'accompagne du lancement de la démarche de Gestion prévisionnelle des emplois et compétence. Les efforts payent, agrocarburants, traitements des déchets, chimie moléculaire, électricité, vapeur, le bassin de Lacq poursuit sa reconversion à un rythme soutenu et des entreprises ne cessent d'investir.

Après plusieurs semaines de lutte syndicale et de manifestation, l'usine **Celanese de Pardies ferme ses portes en 2009.**



▲ Fermeture de l'usine Celanese à Pardies le 30 novembre 1999 ©CRÉDIT PHOTO : GUILLAUME BONNAUD

La Société béarnaise de gestion industrielle (Sobegi), née en 1975, reprend la gestion plateforme Induslacq en 2010, auparavant sous contrôle de Total, pour fournir une trentaine de clients en vapeur, eau, gaz et en service de maintenance.

Le 29 juin 2012, le tout nouveau ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg vient poser la **toute symbolique première pierre de l'usine Toray**. La construction de cette nouvelle usine, inaugurée en 2014, sonne le point d'orgue de la reconversion du site du bassin de Lacq. Elle est spécialisée dans la fabrication de polyacrylonitrile, aussi appelé PAN, matière première de la fibre de carbone fabriquée non loin à Abidos par le même groupe.



▲ Pose de la 1ère pierre à l'usine Toray à Lacq le 29 Juin 2012 avec Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif. ©CRÉDIT PHOTO : DAVID LE DÉODIC

Le 14 octobre 2013 marque l'arrêt de l'exploitation commerciale du gaz de Lacq par Total Exploration Production France (TEPF) mais l'épuisement des réserves de gaz ne signifie pas la fin du complexe industriel et chimique. Total a dépensé plus de 100 millions d'euros pour poser les bases de l'avenir. C'est le **Cluster chimie, le protocole LCC30**, signé en décembre 2010 et inauguré en novembre 2013, qui doit assurer jusqu'à au moins 2030, l'activité des industriels de la plateforme. Pendant 30 ans, les successeurs de Total pourront continuer à extraire une faible quantité de gaz (330.000 m³ par jour au lieu de 2,5 millions journaliers des dernières années) et de soufre. Faible mais suffisamment forte pour alimenter différentes unités chimiques de la plateforme industrielle de Lacq et créer la vapeur et l'électricité à moindre coût, essentielles pour les entreprises. La Chemparc est en charge de redynamiser le bassin de Lacq après le départ de Total.



▲ Site de Total à Lacq, vue de Lagor, le 22 Mars 2013 ©CRÉDIT PHOTO : DAVID LE DÉODIC

Depuis 2014, aucune installation d'envergure n'est venue enrichir le site, voire les entreprises ferment comme [l'usine Yara de Pardies](#), l'un des derniers sites industriels de la plate-forme de Lacq qui annonce le 7 mars 2017 qu'elle va cesser sa production en octobre 2018 pour un démantèlement en 2019.



▲ Débrayage à l'entreprise Yara, à Pardies le 8 Mars 2017. La fermeture du site a été annoncée par la direction ©CRÉDIT PHOTO : DAVID LE DÉODIC

La SOBEGI gestionnaire du site est en difficulté et une semaine après Yara, elle envisage une réorganisation d'ampleur avec le départ progressif de 47 personnes d'ici le printemps 2018 avec une possibilité de reclassement au sein des filiales béarnaises de Total, et un investissement de 30 millions d'euros.

Total de son côté s'engage à continuer de miser sur SOBEGI à Lacq et Mourenx. Mais pour combien de temps ?

Pour aller plus loin : "L'épopée du gaz de Lacq" par Agnès Laurent, Editions Cairn, 2013.

Les dates clés

Le 19 décembre 1951 : le gaz jaillit

Le 20 mai 1958 : Mourenx-ville nouvelle est inaugurée

1959 : création des centres de recherche de Pau et Lacq (CRP et CRL)

1972 : création du BDE (Bureau de Développement Economique)

1976 : création de la SOBEGI (Société Béarnaise de gestion industrielle)

1978 : création de la SOFREA (Société de Financement Elf Aquitaine)

- 1985** : le CRL devient GRL, groupement de recherche de Lacq
- 1986** : création du centre de secours à l'extérieur de l'usine
- 1989** : inauguration du CSTJF à Pau (Centre Scientifique et technique Jean-Féger)
- Octobre 1992** : destruction par explosion du pavillon des visiteurs
- 1999** : création du groupe de travail APRES (Abandon des puits et remise en état des sites)
- 2000** : création du lotissement Induslacq
- 2001** : création de Chemparc, l'usine de Lacq est habilitée site SEVESO
- 2004** : le GRL devient GRL Arkema pour la chimie et PRDML pour les autres activités de recherches (Pôle d'expérimentation et de recherche de Lacq)
- 2005** : évacuation des aires à soufre et réhabilitation de la zone dans la perspective de l'arrivée d'Abengoa, intégration de la SOFREA dans TDR (Total développement régional)
- 2005 puis 2012** Gaz du Sud-Ouest, filiale à 100 % de Total, devient Total Infrastructures Gaz France (TIGF).
- 2006** : implantation d'Abengoa sur Induslacq
- 2007** : création du Service de santé du travail de Lacq (SSTL) en lieu et place du centre médical de TEPF
- 2008** : programmation définitive du terme de l'exploitation, lancement de la démarche de Gestion prévisionnelle des emplois et compétences
- 2009** : création du département PRA (Projet restitution abandon), inauguration du centre d'entraînement et de formation à la sécurité
- 2010** : plan d'adaptation de l'organisation des activités, transfert de la centrale Utilités et des supports techniques de TEPF vers la SOBEGI, désormais gestionnaire à part entière de la plateforme Induslacq,
- Décembre 2010** : signature du protocole LCC30 (Lacq cluster chimie 2030)
- 2012** : reprise du centre de formation par le groupe APAVE, réhabilitation de la zone nord du site par RETIA dans la perspective de l'arrivée de Toray CFE
- 2013** : construction des usines de production de Toray CFE (Démarrage 2014), reprise de TIGF par le consortium SNAM-GIC-EDF
- Juillet 2013** : TIGF rejoint un consortium constitué de l'opérateur de transport et de stockage de gaz italien (Snam), du fonds de l'état de Singapour (GIC) et d'EDF.
- 14 octobre 2013** : arrêt de l'exploitation commerciale du gaz de Lacq par TEPF
- Novembre 2013** : démarrage de la nouvelle unité de traitement de gaz (UTG)



Recevez la newsletter **Sud Ouest Eco**

Trois fois par semaine, retrouvez toute l'actualité économique de la Nouvelle-Aquitaine, des infos exclusives, analyses, portraits de dirigeants...

S'inscrire

A LIRE AUSSI



Rugbymen grenoblois accusés de viol à Bordeaux : "Des joueurs se sont confiés"



Un jeune Clairacais se tue sur la route



François Fillon peut-il encore gagner l'élection présidentielle ?



Pro D2 : Agen reste en embuscade pour le titre

Recommandé par

Publicité



OCCASIONS Renault TWINGO

Les Occasions de votre concession : 1€ de plus = 3 ans entretien + garantie.



Une piscine plus chaude

Protégez votre bassin et baignez-vous au printemps ! Catalogue GRATUIT



Découvrez L'Irlande

Avec Aer Lingus, vols pour Cork dès 44,99 euros. Réservez vite !

Publicité



SUD OUEST 100% NUMERIQUE

Sur web, tablette et mobile :

Le journal + L'accès aux articles abonnés + l'Édition du soir + Le club abonnés

✓ S'abonner à partir de 1€



Suivre @sudouest

@sudouest

Découvrez les applications Sud Ouest Depuis votre mobile ou tablette, ne manquez rien de l'actualité de la région.



✓ Voir les applications

International

Politique

Santé

Culture et loisirs

Insolite

Sud Ouest Gourmand

Vins

Toros

Auto-Moto

Vidéos

Formats longs

Journal des lecteurs

Suivez l'actualité de la commune de votre choix

Tapez ici le nom d'une des 36

Agen

Anglet

Auch

Angoulême

Arcachon
Bayonne
Barbezieux
Bergerac
Biarritz
Biscarrosse
Blaye
Bordeaux
Cognac
Dax
Hendaye
Jonzac
La Rochelle
Langon
Libourne
Marmande
Médoc
Mont-de-Marsan
Nérac
Oloron
Orthez
Pau
Périgueux
Rochefort
Royan
Saintes
Saint-Jean-de-Luz
Saint-Jean d'Angély
Sarlat
Terrasson
Tonneins
Villeneuve-sur-Lot
✓ Toutes les communes

Annonces

Carnet
Emploi / Formation
Immobilier
Auto / Moto
Enchères / Légales
Bonnes Affaires
Animaux
Marchés Publics
Rencontres
Toutes les annonces
✓ Déposer gratuitement une annonce

Actualités économiques

Fil éco
La French Tech
Aéronautique
Vin
Tourisme
Portraits de dirigeants
Exclu - Baromètre de l'emploi

SERVICES AUX ENTREPRISES

Agenda
Nominations
Palmarès des entreprises
Marchés Publics
Enchères / Légales
Immobilier entreprises
Publiez vos offres d'emploi

